vinetur

Un gel des droits sur la bière pourrait soutenir 7 100 emplois, selon le secteur britannique

À l’approche du Budget, la BBPA a demandé aux ministres de porter l’allègement sur la bière pression à 30 % après une hausse de 3,6 % des droits en février.

jeudi 24 septembre 2026



Le principal groupe britannique du secteur de la bière et des pubs a déclaré jeudi qu'un gel des droits sur la bière et une augmentation de l'allègement fiscal sur la bière pression dans le prochain Budget pourraient soutenir ou créer 7 100 emplois dans l'ensemble du secteur, alors que les brasseurs et les exploitants de pubs pressent le gouvernement d'accorder un allègement fiscal après une hausse des droits plus tôt cette année.

La British Beer and Pub Association, qui représente les brasseurs et les entreprises de pubs au Royaume-Uni, a indiqué qu'environ 3 400 de ces emplois, soit 47,9 %, iraient à des personnes de moins de 25 ans. Le groupe demande au gouvernement de maintenir les droits sur la bière à leur niveau actuel et de porter l'allègement sur la bière pression à 30 %, estimant que cette combinaison aiderait les pubs à maintenir les prix à un niveau bas, à protéger l'investissement et à soutenir les embauches.

Cet appel intervient avant la prochaine déclaration budgétaire du gouvernement et reflète une pression plus large dans le secteur de l'hôtellerie-restauration sur les coûts de main-d'œuvre, les taxes professionnelles et l'inflation. La BBPA a indiqué que la hausse de 3,6 % des droits sur la bière entrée en vigueur en février a ajouté 129 millions de livres sterling par an à la base de coûts des brasseurs britanniques. Elle a également dit que chaque hausse supplémentaire de 1 % des droits retire 35 millions de livres sterling de capacité d'investissement potentielle au secteur.

L'organisation professionnelle a indiqué que les droits sur la bière peuvent représenter jusqu'à 40 % du prix de gros de la bière. Elle a ajouté que l'économie du secteur laisse peu de marge pour absorber de nouveaux coûts, estimant que les pubs réalisent environ 12 pence de marge sur une pinte et les brasseurs environ 3 pence sur une bouteille de 500 millilitres. Ces chiffres ont été présentés par l'association comme la preuve que de nouvelles hausses d'impôts seraient difficiles à répercuter sans effet sur l'emploi, les prix ou les plans de dépenses.

Emma McClarkin, directrice générale de la BBPA, a déclaré que le Budget est l'occasion pour le gouvernement de soutenir les brasseurs, les pubs et l'emploi, à un moment où les jeunes ont du mal à trouver un travail. Elle a dit qu'un gel des droits associé à un relèvement de l'allègement sur la bière pression se traduirait par des pintes plus

abordables, davantage d’investissements et plus d’embauches. Mme McClarkin a également estimé que les brasseurs britanniques font face à certains des taux de droits sur la bière les plus élevés d’Europe, affirmant que la charge est de loin supérieure au niveau observé dans des pays comme l’Allemagne et l’Espagne.

Selon les estimations régionales du groupe, le Sud-Est de l’Angleterre enregistrerait le plus fort gain d’emploi si ces mesures étaient adoptées, avec 1 066 emplois supplémentaires. Le Sud-Ouest suivrait avec 900, puis le Nord-Ouest avec 789, Londres avec 760 et l’Est de l’Angleterre avec 675. L’association a présenté ces chiffres comme faisant partie de son argument selon lequel la fiscalité sur la bière a des effets au-delà des brasseurs et des chaînes de pubs, touchant les marchés du travail locaux et les jeunes travailleurs.

L’intervention de la BBPA s’ajoute à une campagne de lobbying plus large menée par le secteur avant le Budget. L’organisation demande également un réexamen des coûts de l’emploi pour les jeunes, une réforme permanente des taxes professionnelles et ce qu’elle décrit comme un régime de taxe sur la valeur ajoutée plus équitable pour les pubs et les entreprises de l’hôtellerie-restauration. Par ailleurs, le fondateur et président de JD Wetherspoon, Tim Martin, a appelé le Premier ministre et le chancelier de l’Échiquier à geler les droits sur l’alcool, affirmant qu’une nouvelle hausse exercerait une pression supplémentaire sur les pubs.

Le chiffre d’emplois avancé par la BBPA correspond à une estimation de ce qui pourrait se produire si le gouvernement accepte la proposition. Il ne s’agit pas d’emplois déjà créés, ni d’une prévision officielle du gouvernement. L’association n’a pas publié la méthodologie utilisée pour établir cette estimation, la base de référence retenue pour la comparaison ni le coût projeté pour les finances publiques d’un gel des droits et d’un élargissement de l’allègement sur la bière pression. Cela signifie que l’affirmation ne peut pas être évaluée de manière indépendante dans son intégralité à partir des informations publiées jeudi.

Cette réserve est importante car les chiffres émanent d’un groupe d’entreprises ayant un intérêt direct dans l’issue du débat sur cette politique. Son argument est qu’une baisse de la taxe sur la bière et un allègement plus généreux sur la bière pression

stimuleraient la demande, préserveraient les marges et dégageraient des fonds pour l’investissement et les embauches. Mais la proposition n’a pas été approuvée, et le gouvernement n’a pas encore indiqué s’il prévoit de modifier les droits sur la bière conformément à la demande du secteur.

Le débat compte pour le secteur britannique des pubs, car celui-ci subit depuis plusieurs années la pression de la hausse des coûts et d’une faible consommation. Une modification fiscale qui réduit les coûts pour les brasseurs et les exploitants de pubs pourrait aider certaines entreprises à maintenir les prix ou à investir dans le personnel. Dans le même temps, une telle mesure devrait être mise en balance par les ministres avec la perte de recettes fiscales, un point que la BBPA n’a pas chiffré dans sa communication publique jeudi.